

**26 octobre 2006**

## La proposition synthèse de la direction de Québec solidaire **Rejet des propositions antinéo-libérales et anticapitalistes des commissions thématiques**



La proposition synthèse de la direction de Québec solidaire contient une quinzaine d'engagements concrets, clairs et immédiats, pour la plupart, concernant particulièrement le travail, la pauvreté et le français mais aussi quelque peu l'environnement, les communautés culturelles, la santé et l'éducation :

- Étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) et moratoire sur leur mise en culture,
- Un système de crédits environnementaux d'investissement pour les agriculteurs
- Étendra la durée des vacances, qui passeront à trois semaines après une première année d'emploi et à cinq semaines après cinq ans
- Accorder aux travailleurs et travailleuses le droit de refuser le temps supplémentaire
- Abroger les lois anti-syndicales (7, 8, 31 et 142) et permettre de véritables négociations avec le secteur public ;
- Interdire les disparités de traitement fondées sur le statut d'emploi
- L'embauche des travailleurs et travailleuses issus des communautés culturelles afin qu'ils représentent, en 2011, 5 % des employés et employées de la fonction publique.
- Un chantier de 8000 logements sociaux réalisés écologiquement par année (4000 s'il n'y a pas de participation du fédéral)
- Médicaments gratuits pour les prestataires de l'aide sociale
- Réduire progressivement à tous les niveaux les frais de scolarité, les subventions aux établissements privés et le nombre d'élèves par classe
- Offrir aux élèves du primaire et du secondaire au moins quatre manifestations artistiques par année
- Établir d'urgence un plan universel d'alphabétisation
- Offrir gratuitement des cours d'apprentissage et de perfectionnement du français aux nouveaux arrivants, aux anglophones et aux autochtones
- Mettre sur pied des congés linguistiques pour les travailleurs et travailleuses financés conjointement par l'État et l'employeur
- Instaurer l'élection obligatoire des préfets des municipalités régionales

Ces seuls engagements, en autant qu'ils soient popularisés et qu'on s'y accroche, font de Québec solidaire un parti à gauche du PQ et des deux autres partis néolibéraux et sans doute du Parti Vert/Green Party. Il faut dire que même avec la plus mauvaise volonté du monde, il était quasi impossible de se positionner autrement tellement le PQ jette par-dessus bord toute apparence social-démocrate depuis qu'il s'est donné un nouveau chef qui n'a de cesse de renier le programme de son dernier congrès que le SPQ-Libre avait réussi à très relativement infléchir à gauche tant par rapport à la question nationale que sociale. Les porte-parole de Québec solidaire seront-ils tentés de suivre la même voie que le chef péquiste face aux pressions des faiseurs d'opinion ?

Soit, il faut voter Québec solidaire et il est pertinent d'en être membre et d'y militer. L'envers de la médaille, c'est que la synthèse de la direction de Québec solidaire ne rompt aucunement avec le néolibéralisme. Sa synthèse est typiquement sociale-libérale : mollement écologiste, dans la lignée des programmes anti-pauvreté de la Banque mondiale, avec quelques teintes nationalistes et, comme éléments les plus avancés, des perches tendus au monde du travail pour le disputer à SPQ-libre. Une bonne moitié de ses 36 propositions ne sont que des vœux pieux qui n'engagent à rien (2, 3, 5, 7, 15, 16, 17b, 20, 22, 23a, 25, 26, 27, 28, 33b, 33c, 34, 35, 36). On est très loin des engagements concrets et chiffrés avec lesquelles on voulait tant faire la leçon à la gauche rêveuse... c'est-à-dire antinéolibérale.

Trompeuses sont les deux propositions mises en évidence et paraissant très en pointe telles Éole-Québec et Pharma-Québec. Rien n'est affirmé sur la nationalisation des éoliennes présentes et futures malgré la campagne explicite à cet effet de la FTQ/SCFP. Éole-Québec, de concert avec les régions, pourrait tout aussi bien avoir la même politique de sous-traitance qu'Hydro-Québec qui, aussi, à sa manière très PPP, « *développe le potentiel éolien.* » Contrairement à la production et distribution de l'électricité où l'État a le monopole, le Québec est sursaturé de transnationales pharmaceutiques capables de toutes les manipulations de prix pour protéger leur oligopole. Pourquoi les contribuables devraient-ils financer une compagnie étatique qui en rajouterait et risquerait de se faire plumer. Autre chose serait de proposer une expropriation comme celles qui ont présidé, en 1944 et 1963, à la création puis à l'élargissement d'Hydro-Québec... en soustrayant toutefois du prix d'achat les sur-profits bien documentés de l'industrie pharmaceutique.

La direction nationale jette aux orties la proposition cruciale de nationalisation des ressources naturelles de la Commission sur l'économie. Que reste-il de sérieux pour défendre le Bien commun, censément le phare de Québec solidaire et si cher à la porte-parole en chef ? Face au pillage de nos forêts, cause structurelle de la grave crise de l'industrie du bois et des pâtes et papier qui ravage les régions, comment un parti de gauche le moins sérieux peut-il ne pas proposer la saisie des actifs productifs et leur remise immédiate aux travailleurs et aux régions avec budget d'investissement à l'appui ? Faudrait-il continuer à subventionner ad vitam aeternam ces pilleurs de la forêt qui tiennent en otage le Québec des régions ? Ce ne sont pas des « *comités forestiers locaux* » qui vont régler le problème.

Mais il y a pire : l'abandon de toute revendication contre le néolibéralisme guerrier. Rien sur les accords de libre-échange, rien sur les pactes militaires, rien sur la dette du tiers monde, rien sur la guerre du pétrole, rien sur l'impérialisme. Que la mièvrerie « *d'analyser aux fins de recommandations au gouvernement québécois, en collaboration avec d'autres gouvernements progressistes, les effets du libre-échange.* » Il y avait pourtant les recommandations pertinentes de la Commission altermondialiste malgré son important recul sur l'ALÉNA. Après la liquidation du Bien commun, que reste-il de l'altermondialisme proclamé par la Déclaration de principes ? Pense-t-on vraiment fonder « *un autre Québec possible* » dans le cadre du néolibéralisme guerrier ?

Où est la proposition d'une réforme fiscale ? « *Instaurer un système d'imposition plus progressif et lutter contre l'évasion fiscale* » n'engage à absolument rien. Où sont les chiffres promis ? Pourtant, malgré toutes ses limites, la Commission sur l'économie avait fait beaucoup mieux. Où sont les réinvestissements massifs dans les services publics et les programmes sociaux qu'il faudrait pour effacer la dévastation des coupures des années 90 ? Il faudrait, en effet, réinvestir immédiatement 20 milliards \$ pour tout simplement retrouver au Québec le même ratio dépenses publiques / produit intérieur brut du début des années 90. Comment un parti antinéolibéral le moins sérieux pourrait-il revendiquer moins. Il est vrai qu'à cet égard les commissions sur la santé et l'éducation ne se sont pas montrées très audacieuses laissant ainsi la voie libre à la direction nationale.

Qu'en est-il de l'écologie mise en tête de la Déclaration de principes ? Rien n'a été retenu des revendications concrètes et chiffrées de la commission sur l'écologie, par exemple cet emballant objectif global de « *respecter l'entente du protocole de Kyoto, par la suite diminuer les émissions de 30 % d'ici 2020 et à 60 % d'ici 2050* » sans compter quelques objectifs secondaires chiffrés. Pourquoi ne pas avoir retenu l'objectif de la croissance du transport en commun de 10% par année au lieu du ronflant investissement massif qui n'engage à rien ? On a bien retenu l'objectif de 12% d'aires protégées, le seul chiffre dans la partie écologique, mais en le neutralisant immédiatement par « *à moyen terme* ».

On cherche à la loupe dans la proposition synthèse les revendications féministes. Presque rien n'a été retenu des abondantes et souvent concrètes et chiffrées recommandations de la commission sur la famille. Et dire que Québec solidaire a la réputation d'être un parti féministe, ce qu'il clame d'ailleurs dans sa Déclaration de principes. Côté démocratie, même la revendication cruciale de la proportionnelle a été réduite à un vague et récupérable « *mode de scrutin faisant une large place à la proportionnelle* » par rapport à la revendication plus précise de la commission démocratie et région. Où est la démocratie de la Déclaration de principes ?

Qu'en est-il de la souveraineté, autre prétention de la Déclaration de principes ? La direction propose de remplacer l'étapisme du PQ par le super-étapisme de Québec solidaire qui, en plus, est découplé de la question de l'indépendance. Premièrement, Québec solidaire « *organisera l'élection au suffrage universel d'une assemblée*

*constituante...*» Ce suffrage universel à parité femme-homme sera-t-il proportionnel ? Quelle proportionnalité ? Quand cette élection aura-t-elle lieu ? Durant le premier mandat ? Deuxièmement, cette Constituante organisera une consultation du grand public sur à peu près n'importe quoi dont elle devra tenir compte des résultats... heureusement mais on ne sait trop comment. Troisièmement, il y a aura un référendum à deux questions sur le contenu desquelles on a aucune idée, même vague.

Croyez-le on non, on ne trouve pas le mot « souveraineté », et encore moins le mot tabou « indépendance », dans aucune des 36 propositions de la direction nationale, seulement dans deux préambules qui ne sont que des effets de discours. La souveraineté, on y touche avec des pincettes quand on ne lui donne pas la signification réductrice de liberté de choisir, par exemple la porte-parole en chef dans son discours lors de sa soirée d'investiture. À côté de cette stratégie alambiquée, l'étapisme de Claude Morin paraît d'une clarté lumineuse. C'est cette démarche-là que la direction de Québec solidaire voudrait proposer au peuple québécois comme stratégie libératrice.

Faut-il alors se surprendre que la direction de Québec solidaire n'est que des platitudes à proposer aux nations autochtones du Québec ? De dire le chef des Premières Nations du Québec et du Labrador à l'ouverture du Forum socioéconomique des Premières Nations, « *[/]Les questions touchant le territoire et les ressources sont incontournables [...] Soyons clairs dans les vraies affaires : je ne suis pas canadien, je ne suis pas québécois, je suis innu.* » Il faut aux nations autochtones des territoires exclusifs c'est-à-dire des territoires nationaux reconnus par des traités internationaux, ce qui n'empêche nullement aussi la gestion commune de territoires partagés mais où ces nations auraient le droit de veto en ce qui concerne le développement des ressources. Il ne s'agit pas non plus de les abandonner dans le champ après les avoir pillées : il faut leur payer notre dette historique et écologique pour qu'elles aient les moyens financiers de l'auto-développement sur la base de leur autonomie et même, si elles le veulent, de leur indépendance politique.

Comment, toutefois, peut-on concevoir la libération de ces nations opprimées par le Québec et le Canada, qui ont le droit de s'en séparer, si l'on n'est même pas capable d'appeler à la libération de son propre peuple de l'oppression fédérale et de l'exploitation capitaliste ? Pour la direction de Québec solidaire, question nationale comme question sociale sont finalement réduites à une affaire constitutionnelle, à des questions avocassières. Où est la place pour la mobilisation de la rue, pour les luttes sociales dans la stratégie de prise du pouvoir par Québec solidaire ? On ne voit rien.

À gauche la direction de Québec solidaire, dernière prétention de sa Déclaration ? À gauche de la droite, certes. Cependant, quand on constate tous ces partis tant au Québec que dans le monde virant à droite toute, être à gauche de la droite, c'est être... à droite. Promouvoir ce substitut à rabais des services publics qu'est l'économie sociale, vouloir instaurer ces taxes régressives que sont les écotaxes, « *freiner la privatisation des soins* » c'est-à-dire l'admettre, « *offrir un appui aux petites et moyennes entreprises* » pour qu'elles paient progressivement 10 \$ de l'heure, c'est être à droite.

Être à gauche, c'est être bien enraciné dans le terreau des besoins sociaux, des revendications populaires et des luttes de exploités et des opprimés. C'est là que doit être Québec solidaire et là où n'est pas sa direction nationale. Il appartient à la gauche anticapitaliste — et elle était présente dans les commissions thématiques — de se rassembler sur la base d'un programme antinéo-libéral et anticapitaliste et d'y rallier le parti. À cet égard, les collectifs, encore non reconnus, ont un rôle crucial à jouer. Vont-ils continuer à s'accrocher à cette direction à gauche de la droite qui les entraîne de plus en plus à droite ou vont-ils enfin se positionner à gauche de la gauche toutes bannières déployées en offrant et un programme alternatif et une direction alternative ?

Marc Bonhomme, 26 octobre 2006